

Le terrorisme depuis 1945

Jérôme Calauzènes.

La notion de terrorisme est une idée ancienne. L'historien Flavius Josèphe raconte par exemple comment, au premier siècle, les Zélotes (juifs extrémistes, aussi appelé Galiléens) assassinaient de hauts dignitaires romains ou même encore des hébreux jugés trop modérés afin de s'insurger contre la domination latine (en particulier contre l'institution du recensement et la mise en place de nouveaux impôts). Un peu plus tard, en Iran et en Syrie, aux XI^{ème} et XII^{ème} siècles, la secte chiite ismaélienne des Assassins (ou Haschischins, plus communément appelé Nizarites), depuis ses bases d'Alamut (en Iran) exécutent régulièrement des croisés ainsi que des Turcs Seldjoukides sunnites, en pratiquant notamment déjà les attentats suicides. Certains ont même cherché les ancêtres des terroristes dans des sociétés d'initiés vouées à l'assassinat : Thugs en Inde (hindouistes adorateurs de Kali, actifs en Inde du XIII^{ème} au XIX^{ème} siècle, qui pratiquaient l'assassinat de voyageurs par étranglement et qui auraient été responsables d'environ 2 millions de morts sur toute leur période d'activité), Aniotas ou Hommes-Léopards en Afrique (membres d'une société secrète africaine, à base animiste, active surtout autrefois au Congo belge, ils pratiquaient l'assassinat rituel en simulant les morsures d'un léopard). Pourtant, il semble que ces « mouvements » soient assez loin de la définition du terrorisme tel que nous le connaissons aujourd'hui.

Le mot terroriste apparaît en France en 1794 dans les dictionnaires. Il désigne la propagation de la Terreur jacobine jusque dans les provinces les plus reculées, par l'emploi spectaculaire de la guillotine et du fusil, avec l'objectif identifié de terroriser, c'est-à-dire de paralyser par la peur les ennemis et opposants éventuels. C'est donc une pratique qui répond à un objectif délibéré dans un contexte bien précis, celui de la patrie en danger pendant la Révolution Française. Il s'agit en outre d'un terrorisme d'Etat exercé contre son peuple. Il y existe donc une composante idéologique et on perpétue un massacre pour convaincre. Pourtant, la notion évolue assez rapidement et prend son sens actuel. Le terrorisme est alors la violence mise en place par des groupes plus ou moins organisés et clandestins qui luttent contre l'Etat par la terreur à des fins essentiellement politiques. On voit alors apparaître le mot dans son sens antigouvernemental en Irlande dès 1866 et en Russie dès 1883. Le terrorisme moderne suppose une série d'attentats, des victimes frappées pour ce qu'elles représentent et la volonté de créer la confusion et l'affolement dans le camp ennemi. On se situe donc volontairement en dehors de la guerre conventionnelle. A tel point qu'on a pu dire que le terrorisme était l'arme du faible. La définition de l'ONU, en 2004, résume bien ces propos lorsqu'elle affirme terroriste « toute action [...] qui a pour intention de causer la mort ou de graves blessures corporelles à des civils ou à des non-combattants, lorsque le but d'un tel acte est, de par sa nature ou son contexte, d'intimider une population, ou de forcer un gouvernement ou une organisation internationale à prendre une quelconque mesure ou à s'en abstenir ». Les acteurs peuvent être divers et se placer sur des échelles différentes : individus, groupes plus ou moins organisés mais aussi des Etats (on parle alors de terrorisme d'Etat). De même que les moyens ont pris une importance considérable.

La notion de terrorisme actuel commence donc réellement au XIX^{ème} siècle. En 1858, en Irlande, on voit la naissance de la Fraternité Républicaine Irlandaise, dont les membres, appelés « Fenians », tentent d'accomplir des actes de violence contre le gouvernement britannique. Un peu plus tard, en 1919, en pleine guerre civile irlandaise, l'Armée Républicaine Irlandaise (IRA) est née, bras armée du Sinn Fein. Cet événement entraîne la naissance d'un cycle attentats-répression sans fin. Le 21 novembre 1920, Michael Collins, alors ministre des Finances de la République d'Irlande et chef de l'IRA, ordonne l'exécution

d'agents de renseignements britanniques infiltrés. En réaction, le même jour, les forces britanniques interviennent lors d'un match de football et tirent dans la foule. Le Bloody Sunday, tel qu'on l'a appelé, fit près de 30 victimes, dont beaucoup n'avaient aucun lien avec une quelconque cause. Dans une autre veine, on pourrait citer le terrorisme d'inspiration anarchiste en Russie. Fondé sur les théories de Bakounine, reprises par le prince Kropotkine, il s'agissait de détruire l'Etat et tous ses symboles, dont ses principaux représentants, responsables de l'oppression du peuple. Organisés en petits groupes clandestins, ils visent le tsar Alexandre II qui est finalement assassiné en mars 1881. Ces anarchistes ou anarcho-syndicalistes cherchent ici à utiliser ce qu'ils appellent « la propagande par le fait » : il faut enthousiasmer les partisans et semer l'effroi dans le reste de la population. Ces théories se répandent aussi dans d'autres pays et ont été à l'origine, en France, des attentats perpétrés par Ravachol en 1892 (boulevard Saint-Germain et rue de Clichy), de l'attentat d'Auguste Vaillant qui lance une bombe dans la Chambre des députés en 1893 et de l'assassinat du président de la République Sadi-Carnot en 1894 par Caserio.

Les raisons du terrorisme sont donc d'emblée diverses. A tel point que c'est un attentat, celui du 28 juin 1914, à Sarajevo, tuant l'archiduc héritier d'Autriche-Hongrie, François-Ferdinand et sa femme, sous l'égide de Gavrilo Princip, issu d'un groupe nationaliste de la Main Noire, luttant contre la présence autrichienne en Serbie, qui déclenche la Première Guerre mondiale.

En 1945, avec la fin de la Seconde Guerre mondiale, le terrorisme semble renaître et vouloir prendre une portée plus considérable. La reprise des actes terroristes sonne lors de l'attentat, revendiqué par l'organisation sioniste Irgoun, contre l'hôtel King David de Jérusalem le 22 juillet 1946 où il s'agissait de lutter contre la présence britannique en Palestine. L'explosion fait 91 morts et plonge la région dans la peur. Il s'agit alors de lutter pour s'approprier une terre et faire valoir ses droits. De nos jours, le terrorisme paraît installé comme un véritable mode d'opposition : ses moyens ont été décuplés, sa géographie s'est largement étendue tandis que les actes de terrorisme sont susceptibles d'intervenir partout, y compris au cœur du pouvoir des Etats-Unis. Il semble animé essentiellement par les extrémistes musulmans (mais pourtant pas seulement) qui lui donnent des justifications religieuses, marque les esprits par sa sauvagerie et ses frappes souvent aveugles. A tel point que François Heisbourg parle de « siècle de l'hyperterrorisme » dans un article du *Monde* daté des 10-11 septembre 2006.

Quels sont les évolutions dans les motivations terroristes depuis 1945 ? En quoi peut-on dire que les actes terroristes se sont diversifiés et amplifiés ? Comment penser les rapports entre démocraties et terrorisme ?

De 1945 à aux années 1960, les actes terroristes sont des moyens pour obtenir l'indépendance de peuples dominés, pour faire entendre une cause de libération et d'émancipation. L'enjeu est alors l'occupation d'une terre et la reconnaissance de droits pour un peuple et une communauté. A partir de 1968, on a le sentiment que le terrorisme évolue vers un sous-produit de la Guerre froide : des groupes cherchent à déstabiliser les Etats constitués, essentiellement à l'ouest, visant à catalyser la mobilisation populaire et à précipiter la Révolution. Dès 1989, cette motivation décline et laisse place à un terrorisme essentiellement islamiste visant à lutter contre l'impérialisme occidental en même temps qu'on assiste à une globalisation du terrorisme et à sa diversification.

De 1945 à 1968, le terrorisme est surtout un outil en faveur de l'indépendance des peuples colonisés ou des populations dominées. L'objectif des actes terroristes est de faire entendre une cause de libération, l'enjeu étant l'occupation d'une terre ou la reconnaissance de droits pour un peuple ou une communauté.

C'est en particulier le cas en territoire palestinien où le terrorisme sioniste ébranle la région au nom de l'appropriation d'une terre. Trois groupes sionistes principaux se développent : l'Irgoun (autour de Menahem Begin), Stern et Lehi. Utilisant des techniques de guérilla, ils visent l'administration anglaise mais posent aussi des bombes contre les civils palestiniens. Le but est de lutter contre la présence britannique et de contrer le refus du Royaume-Uni de laisser se développer une immigration juive importante en Palestine.

Le 4 novembre 1944, par exemple, le groupe Lehi tue lord Moyne au Caire, alors qu'il venait d'être nommé Secrétaire d'Etat. Plus grave est l'attentat, revendiqué par l'Irgoun, contre l'hôtel King David, siège des autorités britanniques en Palestine, le 22 juillet 1946. Des terroristes sionistes déposent des bombes dissimulées dans des bidons de lait près des piliers soutenant une partie de l'hôtel. L'explosion fait un bilan de 91 morts. D'autres actes suivent : le 4 mai 1947, l'Irgoun attaque une prison à Acre et libère 230 détenus. Alors que certains membres du commando sont arrêtés et condamnés à mort, l'organisation sioniste, par vengeance, assassine deux militaires anglais qu'elle détenait et laisse leurs cadavres exposés. Enfin, le terrorisme se poursuit après le déclenchement de la première guerre israélo-arabe, en mai 1948. Le 17 septembre 1948, le comte Folke Bernadotte, diplomate suédois, est tué par balles à Jérusalem par le groupe Stern. Médiateur de l'ONU, il soutenait l'idée d'une présence de l'administration arabe à Jérusalem, ce qui était intolérable pour les sionistes. On sait même, qu'un temps, ce même groupe avait envisagé de porter le terrorisme jusqu'en Angleterre, avec pour cible ultime le Ministre des Affaires Etrangères Ernest Bevin. L'opération a finalement été annulée pour se concentrer sur le territoire palestinien revendiqué.

Ces actions ont plusieurs conséquences : d'une part, elles entraînent une scission au sein des groupes sionistes, dont certains, à l'instar de la Haganah et de certaines personnalités politiques (David Ben Gourion, Golda Meir), condamnent les prises de position. D'autre part, ces pratiques tendent pourtant à précipiter la mise en place d'une solution pour la Palestine : les Etats-Unis poussent les Anglais à quitter la région et l'ONU met en place un plan de partage dès 1947, ce qui permet la naissance d'Israël en mai 1948. Enfin, ces solutions n'ont pas mis fin aux actes meurtriers et les terrorismes qui se font face vont finalement se répondre, dans la surenchère, voire servir de modèle à d'autres causes.

Le terrorisme est également utilisé comme moyen d'action dans la lutte des peuples colonisés ou des populations dominées.

Ce fut le cas notamment pendant la guerre d'Algérie (1954-1962). Cette guerre « sans nom » commence en effet par une série d'attentats à Alger, au début du mois de novembre 1954 (« Toussaint rouge »). D'autres attentats sont ensuite été commis dont les massacres du Constantinois en août 1955 (qui visaient des Pieds-Noirs et des musulmans loyalistes ou modérés) ou les massacres de Melouza en mai-juin 1957 (303 habitants musulmans d'un village massacrés car ils soutenaient un mouvement opposé au FLN, le MNA, Mouvement National Algérien).

Les fellaghas, membres du FLN (Front de Libération Nationale) posent des bombes dans les villes ou massacrent des populations dans les villages afin de terroriser les colons ainsi que le reste de la population.

Le but est également se sensibiliser la population autochtone passive à la cause de l'indépendance. Pour l'historien Jean-Charles Jauffret, « le terrorisme a été l'une des principales armes utilisées par les nationalistes algériens du FLN-ALN et par leurs concurrents du MNA » (*Militaires et guérilla pendant la guerre d'Algérie*, 2001). Le bilan reste difficile à dresser mais certains avancent quelques 20.000 morts en tout.

Le terrorisme est également porté en métropole, visant des cibles administratives et policières mais aussi des musulmans refusant de payer l'impôt révolutionnaire. On peut ainsi citer la série d'attentats qui débute en août 1958 et qui avaient pour cible des postes de police, des casernes ou des dépôts de carburant, en France.

Ce terrorisme a d'ailleurs eu des conséquences importantes et a engendré une nouvelle forme de terrorisme. Tout d'abord, la France a cherché à lancer des campagnes de « pacification » qui visaient en fait à reprendre le territoire et à s'assurer de la fidélité des populations à la présence française. Sans parler de terrorisme d'Etat, la pratique de la torture peut être associée à une forme de terrorisme. Mais surtout, on assiste à la naissance d'organisation résolument opposées à l'indépendance de l'Algérie, issues de l'extrême droite, à l'instar de l'ORAF (Organisation pour le Renouveau de l'Algérie Française) ou, plus tard, de l'OAS (Organisation Armée Secrète). On sait par exemple que le groupe de l'ORAF affirmait que les attentats qu'il perpétrait avaient systématiquement lieu le samedi, sous prétexte que, le reste du temps, ses membres travaillaient. L'un des plus célèbres fut l'attentat au bazooka perpétré contre le général Salan, le 16 janvier 1957. De même, le 31 mars 1961, l'OAS assassine Camille Blanc, maire d'Evian, parce qu'il a accepté que sa ville soit le siège des négociations avec le FLN. Pour cette organisation, De Gaulle devient même l'homme à abattre. Le président de la République fait l'objet de nombreux attentats de la part de ces tenants de l'Algérie française : attentat de Pont-sur-Seine, le 8 septembre 1961 (qui visait à faire sauter la voiture du général) ou celui du Petit-Clamart le 22 août 1962. Enfin, l'OAS est responsable de multiples attentats en Algérie, particulièrement au moment de la négociation des accords d'Evian, en mars 1962 et même après, au moins jusqu'en août. D'autres organisations plus ou moins occultes ont également utilisé le terrorisme, comme la Main rouge, vraisemblablement liée au SDECE (Service de Documentation Extérieure et de Contre-Espionnage).

Le terrorisme a également été utilisé par d'autres peuples colonisés (Madagascar, Tunisie, Maroc, mais aussi au Kenya avec notamment la révolte des Mau-Mau et sa répression ou même en Inde, lors du processus de partition), mais dans une moindre mesure semble-t-il.

Jusqu'en 1968, les actes terroristes sont donc essentiellement le fait de certains peuples dominés, cherchant une reconnaissance et la possibilité de s'appropriier ou de se réappropriier une terre. Il s'est d'abord développé au Moyen-Orient, mais aussi dans certains pays colonisés. Reste à souligner que ce terrorisme ne fut le fait que de certains groupes isolés et que tous les peuples dominés n'ont pas eu recours à ce type d'action. Il est à noter par exemple que le combat pour l'égalité des droits des noirs aux Etats-Unis, même si certaines mouvances ont pu faire l'apologie de la violence (Black Muslims et Black Panthers), n'a pas sombré dans le terrorisme. Enfin, ces mouvements ont globalement réussi leurs objectifs sans que l'on puisse vraiment affirmer que les actes terroristes en ont été les moyens principaux. Quoi qu'il en soit, ils vont servir de modèle à des causes nouvelles, notamment alors que le monde est plongé dans la Guerre Froide.

A partir de 1968 et jusqu'à la fin des années 1980, le terrorisme se transforme et devient essentiellement un moyen de contestation à l'intérieur des Etats de l'ouest. Sous-produit de la Guerre Froide, il doit servir de catalyseur à la mobilisation des peuples et à la révolution contre l'impérialisme occidental et contre le capitalisme. Le terrorisme s'internationalise et cherche, à l'image du Che qui aspirait à la révolution mondiale en 1967, à soulever les foules.

Dans les démocraties occidentales, les mouvements issus de 1968 ont en effet développé les groupuscules d'extrême gauche dont certains versent rapidement dans le terrorisme. L'Europe sombre alors, surtout dans les années 1970, dans « les années de plomb ».

En Italie, les Brigades Rouges sont apparues en septembre 1970, issues de la fusion de plusieurs mouvements d'extrême gauche, sous l'égide de Renato Curcio et Alberto Franceschini. Prenant pour modèle Cuba, ils souhaitent perpétuer la révolution, faire tomber l'Etat par la guerre civile et redistribuer ensuite le pouvoir. La pratique du terrorisme en est inhérente puisqu'il s'agit de déstabiliser des Etats bourgeois à la solde du capitalisme américain. C'est la raison pour laquelle, au départ, on s'attaque aux patrons et aux détenteurs du pouvoir dans les usines. En 1970, on s'attaque ainsi à l'usine Pirelli, dont on incendie les voitures des dirigeants et de nombreux poids lourds. On enlève également des personnalités importantes comme le magistrat Mario Sossi. Ce dernier avait lancé des enquêtes contre les groupuscules d'extrême gauche. Il est enlevé, séquestré pendant 35 jours puis relâché en échange de la libération de 6 compagnons. Ces premières actions ont été particulièrement efficaces : à Turin, ville industrielle et culturelle, la peur règne à tel point que personne ne souhaite participer aux procès contre les membres des Brigades Rouges, en tant que juré, de peur des représailles. D'autant plus que ces groupes apparaissent de plus en plus organisés : des salaires sont distribués, la communication est très compartimentée. L'escalade de la violence a lieu en 1978. Le 16 mars, Aldo Moro, chef du parti de la Démocratie Chrétienne est enlevé alors qu'il était sur le point de signer un accord historique avec le Parti Communiste Italien afin de stabiliser le régime. Les Brigades Internationales ont véritablement atteint leur but. Elles ont réussi à tenir le pays en haleine pendant deux mois. Aldo Moro est finalement retrouvé assassiné en mai 1978, dans le coffre d'une voiture, garée à mi-chemin entre le siège de la DC et celui du PCI.

En Allemagne, on assiste au même type de contestation terroriste. Alors que la RFA fournissait une aide aux Etats-Unis dans la guerre qu'ils menaient au Vietnam, les actes de la RAF (Fraction Armée Rouge), autrement surnommée la bande à Baader, visaient également à montrer que le fascisme n'avait pas été extirpé du pays et que l'Etat restait en réalité nazi. Le 5 septembre 1977, Hans Martin Schleyer, président du patronat allemand, est enlevé. Il symbolisait justement la continuité entre l'Allemagne nazie et l'Allemagne d'après-guerre puisqu'il s'était occupé, pendant la Deuxième Guerre mondiale, en tant que membre du parti nazi et de la SS, du transport des prisonniers. Au sortir de la guerre, il avait occupé plusieurs fonctions importantes chez Mercedes ou Siemens par exemple. Schleyer est finalement abattu le 19 octobre 1977.

En France, des mouvements d'extrême gauche pratiquent également le terrorisme. On pourrait citer Action Directe, fondée en 1979 par Jean-Marc Rouillan et Nathalie Ménigon. Associés de près ou de loin avec la RAF et les Brigades Rouges, ils pratiquent les attentats (au moins 50 leur sont attribués) contre l'inspection du travail, le Ministère du Travail et de la Santé, et autres représentants de l'Etat. Ils pratiquent également l'assassinat : ce fut le cas du général Audran, le 25 janvier 1985, responsable des ventes d'armes de la France, mais aussi de Georges Besse, alors PDG de Renault, le 17 novembre 1986. Là encore, la lutte contre l'impérialisme et le capitalisme justifient des actes de violence importants, propres à faire réagir la société.

A ces attentats, répondent souvent des groupes d'extrême droite, issus de la contestation de l'indépendance algérienne. Des groupes commettent alors des actions violentes contre les immigrés, contre les gauchistes et même contre les juifs. On peut citer à ce titre le Groupe Charles-Martel, qui se proclame officiellement « anti-arabe ». Le 14 décembre 1973, une bombe explose au Consulat algérien de Marseille faisant 4 morts et 22 blessés. En février 1982, des cocktails Molotov sont lancés contre une mosquée à Montpellier.

La plupart de ces mouvements, en tout cas d'extrême gauche, sont liés même si les contacts restent rares. Ils ont en tout cas contribué à instaurer un véritable climat d'insécurité en Europe occidentale et s'inscrivent clairement dans une stratégie de Guerre Froide. Ils sont également liés avec le terrorisme palestinien, ou liés à la défense des Palestiniens qui se développe de façon considérable dans les années 1970.

Au Proche-Orient, la lutte terroriste s'intensifie, au nom de la lutte contre l'impérialisme israélien, soutenu par les Etats-Unis, notamment après l'échec cuisant, consécutif à la guerre des Six Jours, en 1967. Ce sont les Frères Musulmans, fondés en Egypte en 1928, qui prennent le relais de la lutte pro-palestinienne. Le mouvement Al Mujamma al islami (qui prend, en 1987, le nom de Hamas) recourt régulièrement aux attentats et aux actions armées. De même, Yasser Arafat, chef du Fatah, entame une lutte armée contre Israël, depuis la Palestine mais aussi depuis la Jordanie puis le Liban où le mouvement s'est successivement établi.

D'autres mouvances apparaissent également, notamment pour lutter contre Arafat et le Fatah, jugés trop modérés. C'est le cas du FPLP (Front Populaire de Libération de la Palestine) fondé en 1967 et d'inspiration marxiste. Le 12 septembre 1970, des membres du FPLP font sauter, sur l'aéroport de Zarka, en Jordanie, 3 avions de ligne après en avoir fait sortir les passagers. Les avions avaient été détournés depuis 6 jours et l'opinion avait été tenue en haleine. De même, le 30 mai 1972, 3 Japonais de l'ARJ (Armée Rouge Japonaise, liée au FPLP) commettent un attentat suicide à l'aéroport de Tel-Aviv tuant 26 personnes et faisant une centaine de blessés. Enfin, en septembre 1972, des activités du mouvement Septembre Noir (mouvement palestinien) assassinent 11 athlètes israéliens, quasiment devant les caméras du monde entier.

Le terrorisme ne vise pas uniquement Israël. Il prend également pour cible les Etats occidentaux qui soutiennent Israël et sont présents au Moyen Orient, à l'instar de la France ou des Etats-Unis, engagés dans la guerre civile qui ravage le Liban. Le 4 septembre 1981, l'ambassadeur de France à Damas, Louis Delamare, est assassiné. Plus important, le 23 octobre 1983, deux attentats frappent les troupes américaines basées sur l'aéroport international de Beyrouth (faisant 241 morts) et des casques bleus français (attentat du Drakkar), provoquant la mort de 58 hommes. La France fut également visée au moyen de l'enlèvement d'otages, notamment par le Hezbollah (créé en 1982, à la suite de l'intervention israélienne au Liban) : diplomates, chercheurs, journalistes... Tous furent finalement libérés, dont les derniers en mai 1988, à l'exception de Michel Seurat, chercheur au CNRS, assassiné en mars 1986.

Les Etats occidentaux sont même touchés sur leur sol. Entre le 4 et le 17 septembre 1986, la terreur règne à Paris. Plusieurs attentats à la bombe ont été commis, dont le plus spectaculaire fut celui de la rue de Rennes, devant le magasin Tati. Le bilan est de 11 morts et l'attentat est lié au Hezbollah, le but étant de faire pression sur le gouvernement français afin qu'il libère un chef libanais. Dans la même veine, certains Etats ont pratiqué le terrorisme, à l'instar de la Libye. On sait par exemple que le colonel Kadhafi finançait

des groupes pro-palestiniens ainsi que diverses autres mouvances, jusqu'aux terroristes philippins. Ainsi, le 21 décembre 1988, un Boeing de la PanAm explose au-dessus de Lockerbie, un petit village d'Ecosse, causant la mort de 270 personnes. Alors que pendant un temps l'Iran fut accusé, il s'est en fait agi d'un ordre libyen. Kadhafi avait envisagé cet acte comme une représailles vis-à-vis des Etats-Unis qui avaient bombardé Tripoli en 1986 afin de répondre à d'autres attentats qui avaient eu lieu contre des Américains.

La cause palestinienne a donc suscité une multiplication des actes terroristes dans le monde, essentiellement contre Israël et ses alliés occidentaux. Ce terrorisme s'inscrit peu ou prou dans un processus de Guerre Froide. Les liens entre les organisations d'extrême gauche occidentales et certains mouvements pro-palestiniens sont évidents. Le but est de faire plier l'Occident et notamment les Etats-Unis. On sait par exemple que les membres de la bande à Baader s'étaient associés en octobre 1977 avec des Palestiniens du FPLP pour détourner un avion de la Lufthansa. C'est devant l'échec de l'opération que les membres de la RAF se suicident. On remarque enfin que le terrorisme devient également un terrorisme d'Etat, notamment sous l'égide de la Libye de Kadhafi et prend donc une ampleur et des moyens nouveaux.

On retrouve d'ailleurs d'autres formes de terrorisme, plus ou moins liées à la Guerre Froide, notamment en Amérique du sud ou dans le cadre du régionalisme (européen mais pas uniquement).

En Amérique du sud, à partir de 1968, on se rend compte que les guérillas n'apportent plus les résultats escomptés. Certains mouvements décident alors de passer au terrorisme pour contrer les régimes militaires et dictatoriaux imposés par les Etats-Unis. C'est le cas, par exemple, du Sentier Lumineux au Pérou (ou Parti Communiste du Pérou), fondé en 1970 par Abimael Guzman et même du MRTA (Mouvement Révolutionnaire Tupac Amaru), créé en 1984. Ces deux organisations se lancent dans des actes terroristes (bombes à l'aéroport de Lima en 1991, prise d'otages,...). Le Sentier Lumineux serait responsable de la mort de 25.000 personnes. C'est aussi le cas des FARC (Forces Armées Révolutionnaires de Colombie) en Colombie qui pratiquent actes de terrorisme et enlèvements, en même temps qu'ils se financent par le trafic de drogue.

En réaction, on pourrait même affirmer que les pratiques mises en place par les Etats en place, pour lutter contre les terroristes et assoir leur domination relèvent d'actes terroristes, c'est-à-dire visant à terroriser la population. Ce fut le cas sous la dictature militaire d'Augusto Pinochet, au Chili, à partir de 1973. Les opérations menées par la DINA (Direction Nationale du Renseignement), en lien avec la CIA auraient fait disparaître environ 2.200 personnes. 130.000 personnes auraient été arrêtées et 30.000 torturées. L'opération Condor, campagne d'assassinats et de lutte anti-guérilla menée par plusieurs gouvernements d'Amérique du sud, au milieu des années 1970, relève des mêmes principes.

Les années 1970 voient également, en territoire européen, l'émergence d'une autre forme de terrorisme, liée à la critique des Etats occidentaux, sur fond de régionalisme. Il dénonce là encore l'impérialisme sous toutes ses formes, même s'il ne prend pas toujours nécessairement une coloration anticapitaliste. A ce titre, l'Irlande, dont la lutte contre l'impérialisme britannique se poursuit, sert de modèle.

Le 30 janvier 1972, en Irlande du nord, un nouveau Bloody Sunday fut à l'origine du regain de la violence. Lors d'une marche pacifique en faveur des droits civiques des catholiques en Ulster, des soldats de l'armée britannique ouvrent le feu et tuent 14 personnes. Dès lors, l'IRA transforme le conflit, qui s'était cantonné à la question de l'égalité des droits, en guerre de sécession avec volonté de réunifier l'île. Le 27 août 1979, l'organisation assassine lord Mountbatten, cousin de la reine, en faisant exploser son yacht. De même, le 8 novembre 1987, lors d'une cérémonie du souvenir militaire, l'IRA pose une bombe à Enniskillen, tuant 11 personnes. Cela entraîne une spirale de violence et de répression.

De la même façon, les violences régionalistes se déchaînent, notamment en Corse, au pays basque voire en Bretagne. Le point de départ de la radicalisation des mouvements autonomistes corses eut lieu en août 1975. Depuis les années 1960, certains corses se sentaient dépossédés de leur île par l'arrivée massive de pieds-noirs. Le 21 août 1975, une dizaine d'hommes, membres de l'ARC (Action Régionaliste Corse), menés par Edmond Simeoni, occupent, à Aléria, la ferme viticole d'un pied-noir suspecté d'être mêlé à un scandale financier. Les forces de l'ordre sont alors dépêchées pour déloger les nationalistes. Le bilan est de deux morts. Ces événements sont suivis par de violents affrontements, notamment à Bastia. Par la suite, d'autres mouvements prennent le relais, dont le FLNC (Front de Libération Nationale de la Corse), utilisant le terrorisme pour faire entendre leur cause. Il s'agit essentiellement d'un terrorisme mesuré, qui touche surtout des bâtiments et non des personnes (à quelques exceptions près). Dans la même veine, on pourrait citer le nationalisme breton (uniquement des dégâts matériels), l'indépendantisme néo-calédonien avec des affrontements meurtriers entre canaques et caldoches, l'événement le plus retentissant étant la prise d'otage d'Ouvéa en 1988. On assiste même dans les années 1980 à un nationalisme aux Caraïbes : entre 1981 et 1987, Guyane, Martinique et Guadeloupe ont subi les attentats de plusieurs groupes tels que l'Alliance Révolutionnaire Caraïbe, le groupe du 22 mai 1848, de Yich Telga ou du Groupe de Libération Armée.

En Espagne et en France, on assiste également au nationalisme basque, qui prend un tour bien plus violent, d'autant qu'en Espagne, il a à lutter contre le franquisme, puissant instrument de centralisation. Il se place aussi, du coup, du côté de la pensée-marxiste léniniste et pratique le terrorisme. L'ETA (Euskadi ta Akatasuna, qui signifie « pays basque et liberté ») a été fondé en 1959. A partir de 1962, les attaques à main armées commencent et l'organisation perçoit l'impôt révolutionnaire auprès de personnes riches jugées ennemis et auprès d'entreprises. On pratique aussi l'assassinat politique à l'image du 20 décembre 1973, où une bombe explose sur le passage de la voiture de Luis Carrero Blanco, chef du gouvernement espagnol et successeur potentiel de Franco.

Ces terrorismes, dont on pourrait multiplier les exemples se poursuivent même parfois après les années 1980, ce qui fut notamment le cas pour le pays basque (ETA revendique aujourd'hui environ 800 morts). Ils n'ont globalement pas atteint le but hormis l'octroi d'une autonomie plus importante pour les régions concernées (Assemblée corse par exemple en 1991).

On les retrouve ailleurs dans le monde. L'exemple du PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan) formé en 1978, le montre bien. Il pratique une activité terroriste notamment contre la Turquie afin d'obtenir la création de l'Etat du Kurdistan, à cheval sur ce pays, l'Irak, l'Iran et la Syrie.

De 1968 à 1989, date du début de la chute du communisme, le terrorisme est essentiellement lié à la Guerre Froide. Il est surtout le fait d'organisations d'extrême gauche qui cherchent à mobiliser afin de réaliser le Grand Soir ou, à défaut, une insurrection propre à déstabiliser les pays occidentaux. Contribuant à l'installation d'un climat très lourd, à propos duquel on a parlé d'« années de plomb », un terrorisme d'extrême droite lui répond. En même temps, le terrorisme essaime au Proche Orient, par l'intermédiaire de

la question palestinienne et sert ensuite de modèle à d'autres formes de contestation, essentiellement nationalistes ou régionalistes, en tout cas anti-impérialistes.

A partir de 1989, pourtant, l'idéal communiste décline et n'est plus une cause suffisante pour motiver les actes terroristes. Le relais est pris par le religieux (et notamment l'islamisme), qui en fait également un moyen de contestation des Etats occidentaux, en même temps qu'on assiste à une multiplication et à une globalisation des actes terroristes. L'explosion des nationalismes poursuit également sur sa lancée démultipliant les occasions de pratiques des actes de violence contre les populations ou les représentants politiques.

Le terrorisme jihadiste semble en effet prendre le relais à partir des années 1990. C'est le cas à propos des événements en Algérie. Le 5 octobre 1988, plusieurs manifestations réclament un meilleur approvisionnement en produits de première nécessité ainsi que la fin de la domination du FLN sur la politique du pays. Le président Chadli décide alors d'octroyer la démocratisation du pays et organise des élections libres en 1990. Ces dernières voient la montée de divers courants islamistes, dont le FIS (Front Islamique du Salut). Le parti remporte les élections locales de 1990 et le premier tour des élections législatives de décembre 1991. L'armée décide alors, en janvier 1992, d'annuler les élections, chasse Chadli et rappelle Boudiaf à la tête du pays et emprisonne les islamistes du FIS. Cela déclenche une véritable guerre civile où les mouvances islamistes vont pratiquer la terreur, d'autant plus que de nouveaux groupes se créent, comme le GIA (Groupe Islamique Armé) ou le GSPC (Groupement Salafiste pour la Prédication et le Combat) qui devient ensuite AQMI. De nombreux attentats sont ainsi commis en Algérie : dans la nuit du 3 au 4 avril 1997 par exemple, ont lieu les massacres de Thalit : 52 des 53 habitants d'un village ont été égorgés par un groupe armé. Dans la nuit du 26 au 27 mars 1996 sept moines trappistes du monastère de Tibéhirine sont enlevés et retenus en otage pendant deux mois. Ils sont finalement décapités en mai 1996.

Le terrorisme algérien essaime également dans d'autres pays. Le GIA et l'AIS (Armée Islamique du Salut) ont en effet implanté des bases arrière en Europe et en France ; ils ont pour but d'internationaliser la lutte et de combattre tous les pays mécréants, y compris la France soutenant le régime apostat algérien. Du 24 au 26 décembre 1994, 4 islamistes algériens du GIA prennent en otage un avion d'Air France effectuant le trajet Alger-Paris. L'avion reste deux jours à quai en Algérie, s'envole ensuite pour Paris mais doit faire une escale à Marseille pour se ravitailler en carburant. C'est là que le GIGN intervient et met fin à la prise d'otage. En 1995-1996, la France subit également une série d'attentats très meurtriers : le 25 juillet 1995, Khaled Kelkal et d'autres membres du GIA font exploser une bombe à la station St-Michel du RER B, tuant 8 personnes et en blessant 117. Le 3 décembre 1996, une autre bombe explose à la station Port Royal faisant un bilan de 4 morts et de 170 blessés. Une spirale de la violence est alors enclenchée. On cherche à diffuser et à globaliser le terrorisme comme moyen de lutte en faveur du fanatisme islamiste. Le but devient d'imposer une vision du monde et un modèle politique fondé sur l'application de la charia.

La question se développe d'autant plus à partir des années 2000 et les mouvements islamistes terroristes se multiplient. Le contexte s'y prête dans la mesure où la question israélo-palestinienne n'est pas résolue et s'aggrave même avec le déclenchement de la seconde Intifada. De nouvelles formes de radicalisme apparaissent fondées sur l'accumulation de frustrations et des difficultés à se confronter avec la modernité occidentale. Les mouvements terroristes se renforcent grâce à deux éléments importants : en 1996, les talibans prennent Kaboul et l'Afghanistan devient un régime islamiste. De plus, l'Arabie saoudite, de tendance wahhabite, finance les madrasas (écoles coraniques) un peu partout dans le monde, et notamment en Afrique, avec une propagande qui prépare les nouvelles générations à passer à l'action.

Des mouvances qui contestent l'Occident se développent ainsi à l'image d'Al Qaïda, fondée en 1987. Ben Laden en devient assez rapidement le leader incontesté et ses ramifications se multiplient. En août 1996, le début de la lutte est enclenché avec une première fatwa qui est une déclaration de guerre aux Etats-Unis. En février 1998, une deuxième fatwa déclare la guerre à l'Occident et à Israël. Le signal est alors donné pour une série d'attentats dans divers points du globe, contre la puissance occidentale. Le 17 novembre 1997, un groupe de touristes est pris pour cible par des terroristes sur les sites de Louxor, en Egypte. Le bilan est de 62 morts. Le 7 août 1998, les ambassades américaines de Nairobi (Kenya) et de Dar es-Salaam (Tanzanie) sont la cible de voitures piégées à quelques minutes d'intervalle. Ces explosions font 224 victimes et plus de 4500 blessés.

A partir des années 2000, les cibles sont plus directement situées en Occident. Le 11 septembre 2001, 4 attentats-suicides sont perpétrés à New York et Washington contre des symboles du pouvoir : tours jumelles du WTC, Pentagone et tentative sur la Maison Blanche. Ces attentats très spectaculaires puisqu'ils touchent directement le territoire des Etats-Unis, conçu comme un sanctuaire, constituent une véritable rupture, d'autant plus que le bilan est lourd et traumatisant avec environ 3000 victimes. Ils sont suivis d'autres actes de violence : le 12 octobre 2002 un attentat à Bali fait 202 morts tandis que le 16 mai 2003, un attentat-suicide à Casablanca fait 45 morts. Le 11 mars 2004, on relève 191 morts et plus de 1800 blessés dans des attentats à la bombe dans les trains de Madrid. Le 21 juillet 2005, la ville de Londres est touchée.

Le terrorisme redouble d'ailleurs dans la mesure où les Etats-Unis de Georges W Bush décident de mener la guerre au terrorisme. L'intervention de la communauté internationale en Afghanistan, pour en déloger les talibans, se fondant sur des appuis au Pakistan, puis l'intervention en Irak en 2003, relancent les actes de violence dans la région. Le 5 septembre 2002, un double attentat à Kaboul fait 26 morts et 150 blessés. L'Irak et le Pakistan sont également particulièrement touchés, de même que l'Arabie Saoudite, la Turquie, l'Indonésie, l'Egypte, Israël, le Liban,...

En Inde, plusieurs groupes islamistes tentent de déstabiliser la région. En juillet 2006, une série d'attentats dans des trains de banlieue font 187 morts et 800 blessés tandis qu'en novembre 2008, une nouvelle série d'actes de terreur fait au moins 166 morts à Bombay.

En Afrique, le terrorisme tend également à se développer avec la multiplication de groupes de plus en plus influents. On peut citer AQMI (Al Qaïda au Maghreb Islamique) dans la région du Sahel qui pratique les prises d'otage et s'est rendues maître d'une partie de la région. La secte Bokoharam, au Nigéria notamment, a également pratiqué des attentats en décembre 2011 contre des églises chrétiennes. En Somalie, les milices Al Shabbaab ou le Hezb al-Islamiya font régner la terreur et ont réussi à remettre en cause la structure étatique. Ils commettent plusieurs attentats-suicides dans la région et pratiquent aussi des enlèvements. De même, la piraterie sévit largement dans la région contribuant à maintenir un climat de peur.

D'autres exemples montrent que le terrorisme s'étend. En Angola, la volonté sécessionniste de la province de Cabinda est ancienne. Le FLEC (Front de Libération de l'Etat de Cabinda) a ainsi attaqué le 8

janvier 2010 un autobus de l'équipe nationale de football du Togo, se rendant à la Coupe d'Afrique des Nations, faisant 2 morts et 8 blessés. On pourrait aussi citer le terrorisme des Tchétchènes qui revendique l'indépendance à la suite de l'implosion de l'URSS, après 1991. Vaincus lors des deux guerres de Tchétchénie par les Russes, en 1994-1996 et en 1999-2000, les Tchétchènes ont utilisé le terrorisme pour faire entendre leur cause, s'appuyant sur l'islamisme. Du 23 au 26 octobre 2002, une cinquantaine de rebelles tchétchènes prennent en otage les 850 spectateurs du théâtre de la Doubrovka à Moscou. Le 1^{er} septembre 2004, des séparatistes prennent le contrôle d'une école du Beslan, en Ossétie du nord (Russie). A la suite d'un assaut des forces russes, on compte environ 344 civils tués, dont 186 enfants.

L'exemple de ces actes terroristes spectaculaires, dont les medias mondiaux se font les échos, relance le terrorisme comme moyen de lutte. Il se diversifie dès lors et devient un moyen de plus en plus banal de faire entendre sa cause, en dehors de l'islamisme, notamment pour des groupes nationalistes revendiquant des territoires, voire de la part d'individus isolés.

On pourrait citer les actions de la LRA (Armée de Résistance du Seigneur) en lutte contre le gouvernement en Ouganda depuis 1988 et qui déstabilise aussi les pays voisins, comme la RDC (République Démocratique du Congo) ou la République Centrafricaine. Elle pratique l'enlèvement d'enfants (pour en faire des soldats) mais aussi des massacres, comme celui de Makombo, en RDC, en décembre 2009, faisant plus de 300 morts.

Le millénarisme et les mouvements sectaires ne sont pas en reste. La secte Aum Shinrikyo (Vérité Suprême d'Aum), principalement implantée au Japon et en Russie a commis plusieurs actes terroristes au Japon entre 1989 et 1995. Le plus spectaculaire fut l'attentat dans le métro de Tokyo, au gaz sarin, le 20 mars 1995 (12 morts et 5500 blessés).

Des groupes ou des individus isolés utilisent également le terrorisme afin de dénoncer le déclin de l'Occident et de réveiller les consciences. Aux Etats-Unis, on peut citer les «milices patriotiques» ou les «suprématistes blancs ». L'attentat d'Oklahoma City qui fit 168 morts le 19 avril 1995 le montre bien : pour protester contre la lutte du gouvernement américain contre certaines sectes ou groupes religieux chrétiens, Timothy McVeigh, proche des milices patriotiques, détruit à l'explosif un bâtiment fédéral de la ville. Dans la même veine, on pourrait placer les actes d'Anders Behring Breivik en Norvège, le 22 juillet 2011 (dont le massacre d'Utoya) : issu de la droite nationaliste conservatrice, il revendique la responsabilité de son acte en affirmant qu'il voulait provoquer une prise de conscience pour lutter contre la colonisation de l'Europe par l'islam.

D'autres causes, à l'instar de l'écologie, peuvent être utilisées pour pratiquer le terrorisme. Dans les années 1980, l'association Earth First s'en prenait aux installations nucléaires ou électriques, à des digues ou à des activités polluantes. Elle professait un discours radical qui n'envisageait rien moins que la destruction totale de la civilisation au profit de Gaia, la mère Nature. Théodore Kaczynnski, le terroriste solitaire surnomme Unabomber qui a sévi de 1978 à 1996, envoyait, lui, des lettres piégées à des représentants d'une Civilisation Industrielle dont il voulait accélérer la chute. Parmi les plus actifs ou les plus agressifs, il y a parfois les amis des animaux. Ainsi, l'Animal Liberation Front est passé de la perturbation systématique des chasses à courre anglaises dans les années 1970 aux bombes incendiaires contre les centres de recherche pratiquant des expériences sur les animaux. Puis ce furent les attaques informatiques en 1999, et enfin des tentatives d'empoisonnement de produits alimentaires dans les grandes surfaces.

Il reste enfin difficile de classer des actes terroristes isolés, sans but réellement précis, à l'instar des massacres perpétrés dans des écoles par des adolescents. On peut citer la fusillade de Columbine, aux Etats-Unis, le 20 avril 1999, par deux jeunes de 17 et 18 ans, ouvrant le feu et tuant 13 personnes avant de retourner leurs armes contre eux. Il en est allé de même lors de la fusillade de l'université Virginia Tech, le 16 avril 2007, faisant 33 morts.

L'histoire du terrorisme de 1945 à nos jours montre comment ces actes se sont multipliés et se sont diversifiés. D'une volonté de lutte presque désespérée contre un ennemi plus fort, dans le cadre de combats pour la libération et l'émancipation jusqu'à la fin des années 1960, le terrorisme s'est ensuite inscrit dans la Guerre Froide, étant repris, sans en être l'apanage exclusif, par des groupes d'extrême gauche. A partir de 1989 et du déclin de l'idéal communiste, ce moyen de lutte a été particulièrement le fait de groupes islamistes mais pas uniquement. On assiste en tout cas aujourd'hui à une banalisation du terrorisme qui pourrait rappeler l'une des définitions d'Hannah Arendt à propos du totalitarisme : « la banalisation du mal ». A ce titre, le terrorisme pourrait être associé à une forme de totalitarisme.

Il s'agit en outre de remarquer que plusieurs facteurs favorisent aujourd'hui la diffusion du terrorisme. La médiatisation de tous ces actes renforce paradoxalement leur portée et donc leur intérêt, voire leur rentabilité. C'est justement la diffusion internationale des images d'occidentaux captifs qui fait monter les enchères des rançons en s'appuyant sur une opinion publique très encline à l'émotion. La possibilité de se procurer plus facilement des armes (en particulier par l'intermédiaire des réseaux mafieux), de fabriquer des bombes, voire de savoir piloter des avions, notamment via internet, en constitue également un encouragement.

On pourrait également ajouter que le terrorisme appelle le terrorisme. La question du Proche-Orient, on a pu le remarquer, a été un véritable laboratoire qui a permis de diffuser cette violence qui n'est plus circonscrite à cette zone, y compris lorsqu'il s'agit de cette cause. Les attentats de Munich l'ont par exemple bien montré. Les réussites spectaculaires des attentats du 11 septembre 2001 ont ainsi fait des émules, au-delà de la croyance en l'accession à un paradis pour les martyrs d'Allah. Les frustrations liées à la pauvreté, ajoutées à un analphabétisme toujours présent dans certaines régions, constituent enfin un terreau très favorable au développement de fanatismes de toutes sortes.

Enfin, la question se pose des réponses au terrorisme. Il semble aujourd'hui impossible de l'éradiquer, en dépit du fait que certains se sont éteints ou ont été vaincus (à l'instar du terrorisme régionaliste en Europe). La lutte contre le terrorisme, dans les démocraties, n'entraînerait-elle pas une perte de substance de la démocratie elle-même ? La mise en place du Patriot Act aux Etats-Unis, en réponse aux attentats sur le World Trade Center, pourrait en effet être vue comme une forme de restriction des libertés. Le renforcement des contrôles et de mesures diverses, consécutifs à des attentats importants, justifiés pourtant par une volonté légitime d'améliorer la sécurité des civils, remettrait en cause, dans une certaine mesure, l'âme-même de la démocratie libérale. On le voit lorsque, face à la peur engendrée par des actions spectaculaires, se développe un terrorisme concurrent, en lutte contre d'autres formes de terrorisme et qui court-circuite les Etats. On le voit aussi lorsqu'une partie de la population des pays démocratiques, toujours animée par la peur, se radicalise à son tour sur le plan politique et en appelle à des solutions plus tranchées. Qu'elle vienne des Etats ou d'une partie de la population, la restriction des libertés ou la recherche de

solutions plus radicales voire autoritaires constituent bien plutôt le questionnement – et le risque – posé par le terrorisme à la démocratie : celui de sa potentielle remise en cause et de sa mutation en régime autoritaire, justifiée par la peur et au nom de la sécurité de tous.